

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Italie

Tout à coup, l'Italie inquiète ! La Commission européenne fait mine de s'apercevoir que la dette publique italienne est la plus importante de la zone euro après celle de la Grèce : en 2017, elle représente 132% du Produit intérieur brut alors que la norme dans l'Union européenne est de 60%.

Ce n'est pas tout : le taux de croissance du PIB a baissé depuis l'an 2 000, le taux de chômage dépasse les 11% de la population active, qui est en train de fondre : plus de deux millions d'Italiens ont émigré depuis dix ans. 90% d'entre eux ont moins de 44 ans et 30% sont titulaires de diplômes de haut niveau.

On s'inquiète donc, à Bruxelles, du résultat des prochaines élections législatives qui auront lieu au printemps prochain. On craint l'instabilité politique et l'on s'apprête à dénoncer le populisme – qui a comme toujours bon dos. La cause principale de la crise de la crise politique, économique et sociale qui frappe l'Italie, c'est l'euro. Tant qu'un parti ou une coalition majoritaire n'aura pas rejeté le système de contrainte oligarchique et de régression sociale qu'on appelle « monnaie unique », l'Italie restera un pays sans espoir.

Macron-économie

Nettoyage par le vide

Arabie

Glasnost dans
le désert ?

p. 5

Privilèges

Enquête sur
l'enclave

p. 8

A propos de Marx

Un lecteur toujours très attentif s'étonne d'un éditorial déclarant que le marxisme nous est étranger alors qu'il discerne une nette influence de Marx et des marxistes sur notre programme économique et social. Qu'en est-il ?

Cher Bertrand,

Je partage ton point de vue du mois dernier sur la *France Insoumise*. J'ai transmis ton édito à certains membres de ce mouvement, ceux que je connais de longue date, à la sensibilité républicaine plus affirmée. Ton édito parlant du marxisme m'a surpris. La NAR y serait ainsi «étrangère»? Certes vous vous réclamez de Perroux (quoique ce ne soit pas dit souvent, finalement), mais j'ai toujours trouvé que vous adhérez à l'analyse économique en classes sociales telles que définies par Marx, et même à ce que ces classes sont mécaniquement en lutte. La NAR sait aussi repérer les éléments novateurs dans tous les courants de pensée. Je ne comprends donc pas cet adjectif «étrangers», pas plus d'ailleurs que «l'hostilité à toute forme de communisme» du même édito. D'abord parce que je me souviens d'élections où vous aviez appelé à voter communiste (législatives 1997 de mémoire, et peut-être une autre fois par la suite), et aussi parce que la nationalisation de grands moyens de production est une certaine forme de communisme, tout comme les systèmes de redistribution sociale. De la mise en commun,

donc du communisme a minima. Amitiés.

Jean-Michel

Cher Jean-Michel, ton étonnement m'étonne quelque peu. La pensée marxienne n'a pas eu d'influence sur nous pour une raison simple : elle ne contient pas de réflexion cohérente sur le Politique en tant que tel et il est logique que nous récusions le projet de «dépérissement de l'Etat» puisque l'Etat est selon nous l'institution qui est chargée de mettre en œuvre le droit. Il est vrai que nous voyons le conflit social sous l'angle des luttes de classes – pas seulement, d'ailleurs – mais le concept n'est pas spécifique au marxisme puisque Marx l'a trouvé chez Guizot, qui appartient à notre famille de pensée puisque ce ministre de Louis-Philippe fut l'un des pères du libéralisme politique. Surtout, nous concevons les luttes de classes selon l'enseignement de François Perroux comme des «luttesses-concours» qui ne se concluent pas par l'écrasement d'une classe mais par des compromis. Enfin, nous n'opposons pas la Bourgeoisie et le Prolétariat mais une classe dominante effectivement mobilisée pour la défense de ses intérêts et des classes moyennes et populaires qui subissent les effets d'une domination politique – l'oligarchie – et de la volonté de puissance des groupes sociaux dominants : haute bourgeoisie financière, management privé...

Quant au communisme, il me paraît hautement contestable de le définir comme une mise en commun a minima car en ce cas toutes les pensées soucieuses du bien commun seraient communistes. Le communisme se juge selon les formes historiques résultant de la volonté d'appliquer la doctrine marxiste-léniniste et nous avons effectivement rejeté les deux principaux modèles – soviétique et maoïste. J'observe après Jacques Sapir que la nationalisation des moyens de production n'était pas dans le programme initial des soviets. Quant au modèle inventé à la Libération en France et dans plusieurs autres pays européens, il s'est développé contre toutes les formes de totalitarisme et face à l'Union soviétique. La planification souple, la nationalisation des secteurs-clés, la Sécurité sociale et l'ensemble du système de redistribution du revenu national se situent hors du champ marxiste-léniniste. Pourquoi? Parce que cette réorganisation était inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans la Déclaration de Philadelphie, dans la Charte de La Havane – dans la définition d'un bien commun que les marxistes dénoncent comme illusion bourgeoise. Parce que ce corps de définitions et d'aspirations universelles couronnait les systèmes nationaux de la démocratie libérale, que les marxistes-léninistes dénonçaient comme une démocratie formelle. Quant à nos engagements électoraux, ils ont été notamment inspirés par la conviction que le Parti communiste français n'avait ni l'intention ni les moyens de prendre le pouvoir. Amitiés.

Bertrand RENOUVIN

SOMMAIRE

P 1 Cible : Italie P 2 - Courrier des lecteurs : A propos de Marx - P 3 : LREM : Business party - Écho des blogs : Vers une nouvelle crise financière - P 4 : Caritatif : Avot'bon coeur - Gouvernement : Deux décisions bienvenues - P 5 : Arabie : Un Gorbatchev séoudien ? - P 6 - 7 : Entretien avec Frédéric Farah : Macron, le grand liquidateur - P 8 : Beaux quartiers : Un tour au Bois - P 9 : Idées : Le règne du langage - P 10 : Bande dessinée : Astérix en roue libre - Exposition : paysage français p 11 : Brèves : Russie, Côte d'Ivoire, Roumanie, Brésil - P 12 : Éditorial : Bertrand Renouvin : Détruire l'euro .

Bizness party

Sur les ruines des partis classiques, Emmanuel Macron et son entourage ont construit en quelques mois le premier « parti-entreprise » français, conçu comme socle du pouvoir personnel et fer de lance du projet ultralibéral. Attention, on va utiliser des anglicismes !

Coup de génie ou coup de poker ? Peu importe. Emmanuel Macron s'est trouvé au bon endroit en un moment où les grands partis du 20^{ème} siècle étaient en bout de course, avec un Front national qui pouvait une fois de plus – la dernière ? – servir de marchepied pour l'accession au pouvoir.

Pour sa campagne électorale, le candidat-surprise n'avait pas seulement à trahir François Hollande. Il lui fallait une petite organisation militante. Au lieu de rallier des groupes existants, les macroniens ont créé une start up, En Marche, qui a organisé un semblant de consultation de la population et traité les réponses sur le mode de l'analyse marketing à grand renfort d'algorithmes. L'apparence gaulloise – l'homme qui s'adresse directement au peuple - la présentation tardive du programme, le soutien de la presse et l'aisance financière du candidat ont permis de créer au premier tour un vote de conviction - environ 10% du corps électoral – la peur panique du Front national faisant le reste.

Parvenu au pouvoir, Emmanuel Macron a utilisé sa start up pour « dégager » les vieux partis sur le mode populiste puis il l'a transformée en une formation de type nouveau – du moins en France – pour donner une assise minimale à son pouvoir. Après avoir joué sur les apparences monarchiques – au Louvre et à Versailles – le vainqueur de la compétition se comporte comme un manager exerçant son leadership grâce à une équipe restreinte qui gère les ministres par le biais des directeurs de cabinets et qui encadre les élus par le biais de Christophe Castaner, le patron de La République En Marche choisi par Macron.

Les militants macroniens qui se plaignent de la gestion non-démocratique de LREM n'ont pas vu qu'ils n'étaient pas dans une formation politique classique mais dans un business firm party – un parti qui fonctionne sur le modèle de l'entreprise privée, sans base sociale, sans débat interne, pour la seule promotion du chef et des idées du chef. A bien des égards, LREM ressemble à Forza Italia de Silvio Berlusconi et à Russie Unie, créé par les hommes de Vladimir Poutine.

Voilà comment ça marche, la macronie. Mais nul ne sait si ça pourra longtemps marcher comme ça.

Sylvie FERNOY

Vers une nouvelle crise financière

Comme en 2008, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les faiblesses systémiques de l'économie mondiale sont à nouveau à l'œuvre pour provoquer, 10 ans après, un nouveau krach encore plus destructeur que le premier. Sur le site LVSL (1), William Bouchardon nous livre une analyse édifiante.

Après avoir brossé un état des lieux très inquiétant : « C'est pourtant bien la crise financière et économique de 2007-2008 qui explique en partie le chaos et les incertitudes actuelles, (...) le plus gros krach d'après-guerre a (...) laissé des traces : l'économie américaine est bel et bien en train d'être dépassée par celle de la Chine, l'Europe du sud a enduré un massacre social sans grands résultats sur la baisse des déficits et du chômage, et la plupart des pays du monde pataugent dans une zone d'incertitude en surnageant avec peine au-dessus de la récession et de la déflation. Dans les grandes institutions financières, on redoute depuis quelques temps déjà un nouveau krach d'une ampleur inégalée alors que le pire a été évité de peu durant l'été 2015 après les turbulences des marchés chinois et la possibilité d'un « Grexit ». Depuis, la croissance mondiale a timidement accéléré mais les nuages à l'horizon s'accroissent. C'est le FMI qui le dit. ». Après avoir souligné le comportement totalement hors-sol des marchés financiers : « Les niveaux records des indices boursiers du monde entier (...) révèlent un secret de Polichinelle : les bulles spéculatives se sont développées dans de nombreux domaines : les crédits subprimés sur les automobiles aux Etats-Unis, les prêts étudiants, l'immobilier espagnol, la survalorisation d'entreprises dans le secteur high-tech... » et ce qui nourrit celui-ci, à savoir « ...les masses de liquidités considérables mises en circulation [qui] sont majoritairement allées vers la spéculation, (...) », il nous alerte sur les risques certains d'une telle situation : « ...avec des taux d'intérêts directeurs déjà proches de zéro et des bilans [des banques] gorgés de crédits pourris, même les outils « non-conventionnels » actuellement utilisés par les banques centrales ne suffiraient plus. (...) une nouvelle crise pourrait alors (...) mettre à terre les colosses financiers, (...) ce qui pourrait se traduire par (...) un effondrement du système monétaire actuel. », il cite Alfonso Lopez de Castro, directeur de la Financia Business School, « La question n'est plus de savoir s'il y aura un krach, puisque krach il y aura. La question est de savoir quand il aura lieu », il conclut : « Les défauts majeurs de l'économie et du monde financier actuels sont structurels : les réformer en profondeur sera nécessairement douloureux et long, mais c'est impératif. »

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://lvsl.fr/prochaine-crise-financiere>

A vot'bon cœur !

Emmanuel Macron a inauguré le 21 novembre la trente-troisième campagne hivernale des Restos du Cœur. Croyant bien faire par un coup de com', il a en fait contresigné une défaite plus que trentenaire.

Ah ! Les braves gens... Le président Macron est un homme qui a bon cœur et qui va saluer les braves gens qui se dévouent sans compter. « Ce que vous faites au quotidien, donner du temps et du cœur, est essentiel, vous faites vivre une très belle idée » a déclaré le chef de l'Etat en visite dans un centre du 10ème arrondissement de Paris. La communication est parfaite et les médias ont bien relayé le message officiel : Emmanuel Macron n'est pas le président des riches mais un homme qui se soucie des plus pauvres.

L'élu du 7 mai est le premier président à venir aux Restos du Cœur mais pas le premier à communiquer de cette sorte : Jacques Chirac sur le parvis des Droits de l'homme pour la Journée du refus de la misère utilisait déjà la même technique. On met le chapeau bas devant les organisations caritatives, mais la main ne tremble pas lorsqu'on signe les textes ultralibéraux qui vont jeter de nouveaux Français dans la misère.

Bien sûr, les organisations caritatives sont toutes indispensables. Mais en saluant leur rôle, les ministres et les présidents ne font que signer et contresigner le constat de carence de l'Etat social. On se congratule en rappelant que les Restos du Cœur ont servi 136 millions de repas en 2015-2016. Ils servaient 8,5 millions de repas en 1985-1986, 26 millions en 1989-1990, 55 millions en 1999-2000, 100 millions en 2008-2009, 128,5 millions en 2014-2015.

Cela signifie que la pauvreté ne cesse d'augmenter en France malgré toutes les promesses et toutes les annonces faites par les candidats de la droite, de la gauche et du centre. Et les gouvernements issus des campagnes au cours desquelles les engagements les plus solennels ont été pris – réduire la fracture sociale avec Chirac, zéro SDF avec Sarkozy – n'ont fait qu'une seule chose : ils ont encouragé avec plein de bonnes paroles et avec l'aide de chanteurs très sympas la constitution en France d'une gigantesque administration de la misère qui ne coûte rien puisque ses fonctionnaires sont bénévoles.

Comme l'équipe Macron est en train de durcir le traitement de choc ultralibéral, les Restos du cœur peuvent se préparer à battre de nouveaux records l'an prochain. Que chacun se rassure cependant : la compassion officielle ne faiblira pas.

Annette DELRANCK

Deux décisions bienvenues

Le Premier ministre a décidé de bannir l'écriture inclusive des textes officiels et le ministre de l'Education nationale a vivement dénoncé l'organisation d'une formation syndicale en ateliers de « non-mixité raciale ».

Conçue par quelques groupuscules, la campagne pour l'écriture inclusive allait bon train grâce au large écho que les médias lui avait assurée. Après la publication par les éditions Hatier du premier manuel scolaire féminisant les mots et une nouvelle manière de les écrire par points et tirets, trois cents enseignants avaient proclamé le 7 novembre par voie de pétition qu'ils n'enseigneraient plus la règle selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin. Quelques jours auparavant, l'Académie française avait élevé à l'unanimité de ses membres une mise en garde solennelle : « La démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle [l'écriture inclusive] induit aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité ». Constant que l'écriture inclusive avait gagné plusieurs ministères ainsi que le Conseil économique, social et environnemental, le Premier ministre a décidé de réagir. Par une circulaire datée du 21 novembre, les fonctionnaires sont invités à se conformer aux règles grammaticales et syntaxiques. Il est cependant regrettable que la même circulaire préconise la féminisation des fonctions lorsqu'elles sont exercées par des femmes alors que la fonction n'est pas sexuée et doit être logiquement exprimée par le masculin qui est la forme du neutre – comme le rappelle d'ailleurs le premier alinéa de la circulaire. Le ministre de l'Education nationale a quant à lui décidé de porter plainte pour diffamation contre le syndicat SUD-93 qui a organisé un stage ouvert aux professeurs et portant sur l'antiracisme à l'école. Cette louable intention cachait un projet inacceptable, puisqu'il s'agissait d'analyser le « racisme d'Etat dans la société et en particulier dans l'Education nationale » - d'où la plainte pour diffamation. Le programme de travail concernait notamment « les programmes d'histoire servant le roman national, sur-orientation dans les filières professionnelles des élèves descendant.e.s des immigrations en particulier postcoloniales, islamophobie et instrumentalisation de la laïcité » et les ateliers étaient organisés selon le critère de la « non-mixité raciale ». Radicalement contraire à nos principes constitutionnels, la propagande des groupuscules racialisés ne peut avoir droit de cité.

Yves LANDEVENNEC

Un Gorbatchev séoudien ?

Le Royaume séoudien est-il réformable ? Certes et de multiples manières, plus ou moins risquées, selon deux axes qui peuvent se contredire : modernisation de la société et puissance extérieure.

Prince-héritier à trente-deux ans, investi par son père le 21 juin dernier, Mohamed Ben Salman (MBS), a entrepris de réformer la société : levée des interdits élémentaires sur la condition des femmes, quasi-suppression de la police religieuse, promotion du tourisme assorties de grands projets de développement de la société de consommation et du divertissement et, comme en Chine, d'une lutte contre la haute corruption, le tout lui évitant de donner satisfaction aux demandes de réformes politiques. A l'extérieur, il entend prendre la tête de la lutte pour l'islam orthodoxe sunnite partout en recul jusqu'à menacer le territoire sacré de l'Arabie. Pour la première fois depuis longtemps dans l'histoire de la dynastie, il reprend le sabre, appelant au rassemblement du plus grand nombre autour du « gardien des deux saintes mosquées », en désignant un ennemi extérieur commun, en l'occurrence l'Iran. Les deux politiques se complètent, les velléités de protestation des islamistes – qui seraient, il ne faut se faire aucune illusion, les seuls bénéficiaires d'une « libéralisation » politique – devant s'effacer derrière la solidarité sunnite face aux hérétiques.

Le dessein paraît donc bien pensé. Pourquoi faut-il qu'il nous laisse un arrière-goût d'inachevé et d'inaccompli ? Il comporte en effet deux risques systémiques majeurs pour l'Arabie séoudite elle-même et pour la région dans son ensemble. Le premier tient à la monarchie. On savait depuis longtemps que la

gérontocratie arrivait à son terme. La succession des fils d'Abdul-Aziz, de frère en frère, accédant au pouvoir suprême à plus de quarante ans, s'éteindrait naturellement. Salman sera le dernier. Cela nous rappelle la mort successive de trois premiers secrétaires du Parti communiste en trois ans (1982-85) qui fit advenir Gorbatchev. Sauf que la famille royale séoudienne ne peut tenir lieu ici de parti communiste. L'assemblée des trente-quatre princes qui décident de la succession peut très bien écarter un jour l'héritier qu'elle vient d'introniser – et même le roi (il y a un précédent, Séoud en 1958). Elle n'est pas pour autant un politburo. Le calcul de MBS est d'en terminer avec l'équilibre sacro-saint des tribus, des principautés et des apanages, pour instaurer un mode de gouvernement vertical, concentré autour d'un seul prétendant, successeur unique. Ce n'est pas impossible même dans les cadres de la royauté séoudienne. Reste que dans ces conditions de recentralisation du pouvoir et de « révolution par le haut », la monarchie s'expose. Elle devient directement responsable. On ne peut plus s'en prendre à d'autres. Or la société séoudienne n'est pas toujours ce qu'elle paraît. La jeunesse dont se targue le prince-héritier ne constitue pas un bloc. Si la bouffée d'oxygène donnée par les réformes sociétales est bienvenue, il ne faut pas transposer nos sentiments sur ceux de la séoudienne et du séoudien moyens dans un contexte radicalement différent.

A l'extérieur, le risque est celui du nationalisme exacerbé. Si MBS lève à son profit la bannière de la défense du Califat sunnite – que les Séoud exercent de facto – a fortiori depuis la déconfiture de l'Etat islamique -, il risque d'être entraîné non seulement dans une surenchère verbale, idéologique et militaire avec Téhéran, mais également dans son propre

camp (il y a beaucoup de partis au sein même du sunnisme). La guerre que MBS a personnellement voulue au Yémen a révélé la faiblesse de sa stratégie et des capacités militaires de son pays. Plus il prétend à l'hégémonie, plus il s'expose. Est-il trop tard pour négocier un accord global, une sorte de Yalta, qui diminue les tensions et permette à chacun de se concentrer sur le développement intérieur ? On dit que Riyad a tiré un trait sur la Syrie qu'il a concédée à l'adversaire, sauf à définir les limites de son influence au Liban, d'où la pression mise sur Beyrouth. Il ne faudrait pas qu'Assad ou son patronage iranien en profite pour réoccuper le Liban. A l'inverse, Téhéran devrait abandonner son soutien aux Houtistes yéménites -dont le tir d'un missile sur Riyad fait monter le prix – et permettre une solution amiable, laissant les Emirats arabes unis contrôler le Sud.

Si les traits d'un grand marchandage sont assez clairs, l'échec de MBS ne serait pas moins grave. Sans aller jusqu'à imaginer une décomposition comme celle de l'URSS, on peut voir nettement les lignes de faille du royaume (dont l'unité ne date que de 1934) entre l'est pétrolier chiite, l'Assir yéménite, les zones franches en projet de la Mer rouge et une internationalisation (islamique) des lieux-saints, et un sanctuaire wahhabite sur ses terres d'origine du Nedj. La vision 2030 de MBS veut exorciser définitivement ce passé bédouin et chamelier, mais elle a un prix peut-être exorbitant.

Yves LA MARCK

Sur Internet

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Macron, le grand liquidateur

Professeur de sciences économiques et sociales, auteur d'une « Introduction inquiète à la Macron-économie » (Editions Les Petits Matins) (1) et de « Europe, la grande liquidation démocratique » (Editions Bréal), Frédéric Farah analyse les objectifs poursuivis par Emmanuel Macron.

Royaliste : Nous sommes placés devant un ensemble important de réformes en cours ou annoncées : fin des cotisations maladie et chômage pour les salariés, augmentation du minimum vieillesse, hausse du forfait hospitalier, hausse de la CSG, fin de la Sécurité sociale étudiante, accès à l'assurance-chômage pour les artisans, les commerçants, les professions libérales, les agriculteurs, baisse des APL et réduction des emplois aidés, baisses d'impôts et annonce d'une réforme des retraites en 2018, relance de la politique de la ville... Est-il possible de trouver une cohérence dans ces mesures qui paraissent tantôt sociales, tantôt favorables aux classes les plus aisées ?

Frédéric Farah : Ce qui nous éclaire, c'est la réponse faite par Emmanuel Macron le 11 novembre à une adhérente de la Société des amis de Georges Clemenceau : « Le progrès social, c'est celui qu'on peut se payer soi ». Cette phrase est très intéressante car elle résume tout un discours porté par les élites administratives, politiques et entrepreneuriales depuis la décennie quatre vingt-dix. Ce discours est ainsi articulé : la protection sociale coûte trop cher, elle est à l'origine de la crise, elle est un frein à la compétitivité, – le concept de compétitivité est très discutable car il signifie qu'on veut adapter la protection sociale au marché sans jamais se demander si la protection sociale pourrait servir de parade aux effets négatifs du marché. On peut donc affirmer avec beaucoup d'assurance, dans le discours dominant, que L'Etat n'a plus le budget nécessaire pour assurer

une protection sociale qui aurait pour vocation de redistribuer la richesse et de corriger les inégalités. Il faut donc que la protection sociale soit comme un filet de sécurité minimum pour que les individus ne tombent pas dans la grande pauvreté mais il faut que ce filet de protection soit redimensionné.

Royaliste : De quelle manière ?

Frédéric Farah : Prenons deux mesures que vous citiez tout à l'heure : on va relever la CSG pour les retraités à partir de 1 200 euros – comme si les retraites de ce montant étaient confortables - mais dans le même temps on va augmenter le minimum vieillesse pour éviter le basculement dans la misère. Nous sommes cependant dans la régression sociale : depuis la réforme Balladur de 1993 du régime des retraites, l'allongement de la période de cotisation et un nouveau calcul des montants font que les retraites sont moins généreuses. A terme, on va recréer la pauvreté des personnes âgées que la France avait combattue à partir des années soixante-dix.

Royaliste : Comment analysez-vous les plans d'économies qui sont présentés par le gouvernement – par exemple la réduction des coûts à l'hôpital où, selon le ministre, 30% des dépenses ne seraient pas « pertinentes » ?

Frédéric Farah : Emmanuel Macron et son gouvernement prolongent la tendance des précédents quinquennats. Cela fait longtemps qu'on affirme qu'il faut réduire les dépenses de santé par un discours de culpabilisation :

les Français consommeraient trop de médicaments, ils feraient du nomadisme médical etc. Face à ce prétendu laxisme, on dit qu'il faut comprimer les dépenses alors que nous savons tous que nos hôpitaux souffrent dramatiquement du manque de crédits. Je ne sais pas par quels calculs le ministre de la Santé arrive à établir que 30% des dépenses hospitalières seraient inutiles mais cela me semble avoir autant de valeur que le fameux maximum de 3% pour le déficit budgétaire !

Il me paraît tout à faire clair que nous sommes dans une dynamique qui dépasse Emmanuel Macron et qui est celle de l'Etat social minimal. Cette dynamique est impulsée par l'Union européenne qui défend l'idée du panier de soin minimum, du développement de la chirurgie ambulatoire, de la fermeture de lits d'hôpitaux etc. On met toujours en avant les mêmes arguments : le premier c'est qu'on vieillit et que l'augmentation du nombre de personnes âgées coûte de plus en plus cher, le second c'est qu'on dépense trop, qu'on ne rationalise pas - c'est la fameuse quête des gains de productivité qu'on pourrait trouver dans les hôpitaux, dans les administrations. Ces arguments sont présentés dans la novlangue managériale, avec des tableaux chiffrés qui démontrent qu'on peut faire mieux avec moins.

Ces plans d'économies s'inscrivent dans un raisonnement d'ensemble : comme les dépenses de santé mobilisent beaucoup d'argent public, il faut en réduire le volume pour favoriser les acteurs privés. Nous sommes dans une logique de désocialisation de la dépense et de re-marchandisation de la santé.

Royaliste : Pourtant, les réformes annoncées semblent généreuses puisque les salariés ne vont plus



payer de cotisations pour la maladie et le chômage, puisqu'on va étendre la protection contre le chômage à de nouvelles catégories sociales... A la télévision, on nous dit qu'après avoir avantagé les riches, le président de la République va prendre soin des catégories défavorisées...

Frédéric Farah : La grande force de ce discours, bien antérieur aux propos d'Emmanuel Macron, c'est de dire qu'on va réformer pour mieux sauver le système alors qu'on est en train d'organiser sa liquidation. La réforme de l'assurance-chômage, c'est une usine à gaz. Le gouvernement veut faire une économie de dix milliards sur l'assurance-chômage et en même temps il veut l'ouvrir aux travailleurs indépendants... Comment augmenter le nombre de bénéficiaires de cette assurance tout en réduisant les sources de financement, du fait de la disparition des cotisations chômage ? Nous allons nous retrouver dans une situation où l'Etat, sans les salariés mais avec le patronat, récupère la gestion de l'assurance chômage et dans laquelle le financement du chômage se fera par l'impôt. L'allocation chômage sera sans doute distribuée au plus grand nombre mais ce sera un minimum chômage comme il y a un minimum vieillesse. Encore une fois, on empêche les gens de tomber dans la misère, mais le filet de sécurité est réduit.

Cette générosité gouvernementale pose des problèmes qui sont trop rare-

ment soulignés. D'abord, la majorité des chômeurs, aujourd'hui, ne sont pas indemnisés : seuls 46% des chômeurs touchent une allocation. Ceux qui ne touchent pas d'allocation parviennent à vivre parce qu'ils obtiennent l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou, à défaut, parce qu'ils touchent le RSA-socle. Ensuite, on le voit bien dans la récente réforme de l'UNEDIC, on a modifié les conditions d'attribution de l'allocation-chômage, quant aux délais notamment. Or les salariés (90% des actifs) qui ont cotisé pendant de très nombreuses années auront la même cotisation que les indépendants (10% des actifs) qui n'ont pas cotisé de la même façon. Enfin, la suppression des cotisations chômage et maladie va se faire au cours de l'année prochaine alors que les cadeaux faits au Capital seront effectifs dès janvier. Et si on fait la péréquation avec l'augmentation de la CSG, le gain des salariés va être modeste et les fonctionnaires seront les grands perdants de cette affaire. Le Capital, avec le prélèvement forfaitaire unique et la modification de l'impôt sur la fortune, va au contraire réaliser des gains substantiels. La générosité d'Emmanuel Macron se situe dans les apparences.

Il faut aussi rappeler que le gouvernement est incapable de lutter contre l'évasion fiscale, qui est extrêmement coûteuse pour le budget qui perd 9 milliards d'euros par an à cause de l'évasion réalisée par les grandes fortunes. Comme on ne veut rien faire pour remédier à cette situation, on fait porter l'ajustement sur le travail et sur la protection sociale car le travail et la protection sociale sont installés sur le territoire français alors que le Capital passe les frontières comme il veut et aussi vite qu'il veut. Il faut bien comprendre que le problème de notre budget n'est pas celui des dépenses mais celui du manque de recettes : par ses choix fiscaux et sociaux, l'Etat s'est volontairement appauvri.

Royaliste : Mais, « en même temps », Emmanuel Macron relance la politique de la ville...

Frédéric Farah : La politique de la ville a été mise en place au début des an-

nées quatre vingt-dix – vous vous souvenez de Bernard Tapie, ministre de la Ville – mais on ne nous a jamais donné les résultats de cette politique, en matière d'emplois, d'implantations industrielles par exemple. Aujourd'hui, on fait de l'austérité, on réduit le nombre d'emplois aidés – sans augmenter les financements aux associations – et comme les collectivités locales pressurées au maximum doivent faire des économies, je ne vois pas comment on peut annoncer une politique de la ville généreuse, tournée vers la jeunesse. Nous sommes là encore dans l'illusion. La vérité, c'est qu'Emmanuel Macron est le grand liquidateur.

La crise de 2008, présentée abusivement comme une crise due aux dépenses publiques excessives, a donné la possibilité de mettre en œuvre de manière accélérée les recommandations du sommet de Lisbonne de 2000 : faire des réformes de structures en vue d'avantager au maximum la logique de marché, c'est-à-dire le Capital. Emmanuel Macron réalise cette politique par petites étapes et atténue les douleurs par quelques compensations financières pour montrer qu'on n'est pas inhumain.

Royaliste : Quelle est la principale décision politique à prendre pour sortir de cette régression ?

Frédéric Farah : Il faut sortir de l'euro, qui a provoqué cette régression. Après le Oui à Maastricht en 1992, nous avons la réforme Balladur de 1993 qui vise l'Etat social, tout comme les réformes italiennes et allemandes du marché du travail, tout comme les réformes que nous avons connues en France. Ce n'est pas par hasard que les Etats du nord de l'Europe – la Norvège, la Suède, le Danemark – ont refusé l'euro pour préserver leur modèle social. La France doit commencer par retrouver sa souveraineté monétaire si elle veut renouer avec le progrès social.

**Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS**

Frédéric Farah « Europe, la grande liquidation démocratique » (Editions Béal)

Un tour au Bois

Après les violents incidents qui avaient marqué en 2016 l'installation provisoire d'un centre d'hébergement d'urgence pour personnes sans abri en bordure du bois de Boulogne, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon sont allés enquêter sur l'enclave privilégiée qu'on appelle « le Bois ».

Croqués par Etienne Lécroart, Monique et Michel marchent d'un pas qui semble allègre dans une allée du Parc du Pré Catelan. Les deux sociologues viennent de la Fondation Louis Vuitton et se dirigent vers le Restaurant du Pré Catelan. Dans un coin du dessin qui figure le Bois de Boulogne, un bourgeois observe les promeneurs à la jumelle :

- Oh ! un couple de Pinçon-Charlot ! s'écrie le bonhomme.

- Oiseaux de mauvais augure ! grince sa bourgeoise.

C'est vrai qu'ils dérangent, « les Pinçon ». Spécialistes des beaux quartiers et de la haute bourgeoisie, ils donnent à voir ce qui se cache d'ordinaire derrière les lourdes portes et les grilles soigneusement fermées : l'argent, les mœurs, les manières de penser des gens de la haute classe qui sont nombreux à fréquenter le Bois, soit qu'ils habitent sur sa bordure, soit qu'ils viennent s'y divertir. C'est un événement aujourd'hui oublié qui a incité les Pinçon à retourner sur ce terrain sociologique : la réunion organisée par la mairie de Paris à Paris-Dauphine au sujet de l'installation, en bordure du Bois, d'un centre d'hébergement d'urgence de deux cents places.

Le 14 mars 2016, cette réunion se tient dans un climat de violence qui étonne puisque la foule qui s'y presse est celle des beaux quartiers, fêrue de mondanités dans des ambiances feutrées. Dans l'amphi-

théâtre de Dauphine, c'est la violence de classe qui explose : préfet et secrétaire général de la préfecture de Paris, Sophie Brocas est traitée de « salope » et doit affronter pendant son allocution les hurlements et les insultes qui continuent de pleuvoir lorsque l'architecte du projet et le président de Paris-Dauphine tentent de parler – ce dernier, traité de « fils de pute », décidant de faire évacuer la salle au bout de vingt minutes.

L'enquête effectuée dans le Bois et alentour est publiée sous la forme d'un livre (1) illustré des bandes dessinées doucement ironiques et délicatement cruelles d'Etienne Lécroart. Ce qu'on découvre dans ce magnifique espace boisé intéressera tous les parisiens et tous les Français qui connaissent généralement le Bois de Boulogne par les nombreux reportages sur la prostitution qui s'y pratique. Cette mauvaise réputation chasse la bonne, la très bonne réputation du Bois dans la haute bourgeoisie. La majeure partie de ce morceau du 16ème arrondissement constitue une zone d'habitations et d'établissements de luxe, en bordure ou au sein d'un espace hautement privilégié qui est une zone de non-droit, antinomique de celles qui se sont constituées dans les banlieues déshéritées.

Il va sans dire que les gens riches ont le droit d'acheter dans des quartiers agréables de beaux appartements – par exemple Vincent Bolloré, Carla Bruni-Sarkozy et son mari, Xavier Niel et Laurent Dassault qui ont choisi la très chic Villa Montmorency. Il est normal qu'une classe sociale cultive des formes particulières de sociabilité – un entre-soi - et fréquente les mêmes restaurants, les mêmes clubs, les mêmes centres sportifs. Dès lors que les membres de cette classe paient régulièrement leurs impôts, le pouvoir politique n'a pas à s'en

occuper. Le problème, c'est que la haute bourgeoisie a fortement tendance à transformer ses intérêts et plaisirs privés en intérêt général, par la légalisation de ses privilèges et par la défense de « son » territoire comme s'il était sa propriété.

Cette volonté d'appropriation est manifeste dans le 16ème : en février 2016, l'arrondissement ne comptait que 18 places d'hébergement d'urgence, alors qu'il y en avait 1228 dans le 13ème ! Face aux très modestes mesures de rééquilibrage voulues par la Mairie de Paris, la haute bourgeoisie a montré qu'elle était une classe mobilisée autour de ses candidats – Nicolas Sarkozy puis François Fillon – et de son maire Claude Goasguen, seule personnalité acclamée lors de la réunion de mars 2016. Cette mobilisation est ancienne. Depuis le milieu du XIXème siècle, la haute bourgeoisie est parvenue à s'approprier des fractions importantes du domaine commun – Cercle des Patineurs, Polo de Paris, Cercle du Bois de Boulogne jusqu'en 2006 – et milite pour la défense de ses privilèges au sein d'associations spécifiques. Récemment, Bernard Arnault a fait main basse sur les 23 hectares du Jardin d'Acclimatation et son groupe LVMH a pu édifier le bâtiment qui abrite la Fondation Louis Vuitton grâce à une discrète manœuvre parlementaire. Au bois de Boulogne, l'inconstructible devient constructible mais la loi SRU sur le taux de logements sociaux dans les quartiers n'est pas respectée dans le 16ème arrondissement : 3,7% en 2014 au lieu des 20% prévus par la loi. Nous sommes bien dans une zone de non-droit peuplée de tribus en dissidence sociale et qui très souvent vénèrent les dieux de l'optimisation fiscale.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Panique dans le 16ème !* Une enquête sociologique et dessinée de Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon & Etienne Lécroart, Editions La ville brûle, 2017. 16 €.

Le règne du langage

Il est plus que vraisemblable que la question anthropologique va devenir de plus en plus prédominante dans le débat intellectuel, du fait de ses enjeux civilisationnels. La gnose scientiste de Yuval Noah Harari, dont nous parlions la dernière fois ici même, impose une telle interrogation. S'il y a tension entre l'intelligence artificielle qui risque de nous dominer et la conscience humaine, il s'agirait d'élucider ce que l'on entend par conscience et comment il est possible de parvenir à une juste appréciation de ce qui fait de notre humanité quelque chose d'irréductible. Est-ce possible par la médiation d'une anthropologie scientifique de type naturaliste ? Il y a, de ce point de vue, une querelle ouverte au sein des Lumières, dont on ne cesse d'invoquer l'héritage. C'est Emmanuel Kant qui s'opposait aux visées restrictives d'un Buffon et d'un Diderot, en insistant sur le caractère sensible et raisonnable de l'homme dans ses relations avec le monde. Mais l'avènement irrésistible du darwinisme a imposé, par la suite, un évolutionnisme biologique, qui a refoulé dans les ténèbres de l'obscurantisme toutes les tentatives précédentes pour expliquer l'apparition de ce même homme dans le cours du temps. Les créationnistes qui se réclament du récit biblique, à savoir les évangélistes américains, se trouvent ridiculisés, souvent à juste titre, mais il n'est nullement avéré que leurs protestations soient dénuées de toute justification.

Leur faiblesse est de ne pas rivaliser sur le terrain de l'adversaire pour révéler les impasses et les impossibilités d'une théorie qui ne parvient pas à démontrer ce qu'elle prétend établir, à savoir le processus d'humanisation, celui qui aboutit au propre de l'homme, c'est à dire le langage.

Il faut le culot d'un romancier américain, totalement libre à l'égard des idées toutes faites et des diktats pour oser défier la toute puissance de l'évolutionnisme darwinien: «Dire que les animaux ont évolué jusqu'à devenir des êtres humains revient à soutenir que le marbre de Carrare a évolué jusqu'à être le David de Michel Ange. La parole : c'est ce à quoi l'homme rend hommage à chaque instant où il imagine.»

Telle est la conclusion, en forme de coup de poing, d'un essai vif et brillant, qu'à peu près seul Tom Wolfe, était en capacité de réaliser. L'auteur du *Bûcher des vanités* n'est pas seulement un des plus perspicaces analystes de la société contemporaine. C'est un esprit délié, à la curiosité universelle, qui peut s'offrir le luxe de déroger à sa vocation littéraire pour enquêter de la façon la plus minutieuse sur le terrain de l'anthropologie scientifique, avec toutes les précisions nécessaires et en ne se départissant jamais d'une ironie qui révèle à nouveau ses ressources socratiques. Oui même le parcours de l'auteur de *l'Origine des espèces* peut être un objet d'ironie, tout comme le pape et gourou de la linguistique contemporaine, Noam Chomsky. Et ce n'est pas du haut du Sinaï que s'exerce l'acribie du romancier mais à partir du terrain même où s'exerce le magistère des deux monstres sacrés, qui n'échappent pas

aux vanités ordinaires et dont la recherche n'est nullement soumise à toute la discipline rigoureuse qui s'attache à «la science». Exemple : nous sommes en 1869 ; Darwin a 60 ans : «Avec ses yeux larmoyants qui s'égouttent en permanence sur sa barbe grise de philosophe, la possibilité qu'il quitte son bureau de Down House pour partir à la recherche de preuves à travers le monde est nulle. A sa place, il s'enchaîne à sa table de travail et se force à écrire, de même qu'il l'a fait en 1858 et 1859 afin de couper l'herbe sous le pied de Wallace (un dangereux concurrent) avec «*l'Origine des espèces*». Il est à présent confronté à la pire menace qui ait jamais existé contre sa théorie du Tout. Il triture son imagination au maximum et réunit tous les animaux de la création dans son cerveau – un Noë du naturalisme ! – pour les inspecter tour à tour, les réinspecter, les surinspecter cette fois ; jusqu'à débusquer ce qu'il cherche : les embryons de toutes les qualités supérieures, c'est à dire le langage, le sens moral, le pouvoir d'abstraction, la musique, la religion, la modestie, bref tout ce dont l'esprit humain est capable, et il trouve leurs origines les plus anciennes au sein du règne animal. Le résultat, un véritable tour de force d'imagination littéraire, s'intitulera « *The Descent of Man In Relation and Selection to Sex* », publié en 1871.



Oui, mais voilà, le tour de force est comparable à celui de Richard Kipling, qui n'a d'autre ambition, lui, que de distraire les enfants, et qui ne prétend pas à l'autorité scientifique du grand Darwin. Ce dernier n'a, pas plus que l'écrivain, la moindre preuve pour étayer son imagination. Et il n'arrivera jamais à prouver que l'apparition du langage émerge naturellement de l'évolution biologique. Sa tentative débouche sur de pures fantaisies qui prêtent à rire. Or, c'est une faiblesse rédhibitoire que de ne pas pouvoir démontrer, dans le cadre de sa cosmogonie, que le propre de l'homme s'affirme comme éclosion de la vie animale. Tous ses successeurs, y compris Chomsky en linguistique, seront aussi incapables de donner une explication adéquate d'un phénomène sui generis, «dont l'existence n'appartient qu'à lui et le distingue de toutes les autres inventions humaines.» En 2016, huit ténors de la théorie évolutionniste, des linguistes dont Noam Chomsky en personne, des biologistes, des anthropologues et d'autres experts en informatique, annonçaient qu'ils jetaient l'éponge s'avouant incapables de tirer l'autre du même, le langage de l'évolution.

Mais suffit-il, avec l'excellent Tom Wolfe, de définir le langage comme un pur artefact, le premier des outils humains, pour circonscrire ce qu'il y a d'étonnant, de miraculeux, dans cette possibilité de dire le monde, de l'interpréter à tel point que le logos apparaisse comme la demeure de l'être, dans une complicité inépuisable avec ses secrets.

Gérard LECLERC

Tom Wolfe, *Le règne du langage*, Pavillons, Robert Laffont

Bande-dessinée

Astérix en roue libre

Cinquante-six ans après la parution de sa première aventure, le héros gaulois fait son retour en librairie dans *Astérix et la Transitalique*. Nulle prise de risque de la part de ses auteurs, mais la préservation de l'esprit de la série.

Depuis quatre ans, la destinée du village des irrédutibles gaulois d'Albert Uderzo et René Goscinny est entre les mains de Jean-Yves Ferri (scénariste) et de Didier Conrad (dessinateur). Le 37^e album d'Astérix rappelle furieusement les plus lointains épisodes de l'épopée, notamment le Tour de Gaule (T.5, 1965). Après *Astérix chez les Pictes* (2013) et *Le Papyrus de César* (2015), Ferri et Conrad ont trouvé leur rythme de croisière et le juste ton qui convient à la bande-dessinée. Comme dans la fameuse potion magique, les mêmes ingrédients produisent toujours la même saveur, avec néanmoins un arrière-goût de déjà-vu...

La « botte » italienne est le cadre de la *Transitalique*, une course de chars exceptionnelle organisée par César entre Modène et Naples pour mettre à l'honneur les infrastructures routières de Rome. Astérix et Obélix s'y inscrivent naturellement pour affronter des concurrents venus des quatre coins de l'Empire. Sur le parcours de l'épreuve, une sorte de « Mille Milles » antique, les auteurs multiplient clin d'œil facétieux et improbables anecdotes. Les calembours fusent dans la pure tradition de Goscinny et Uderzo. À chaque escapade, son lot de rencontres : les nouvelles se nomment Bifidus (sénateur indolent), Coronavirus (champion), Courjus (dépanneur). Nos gaulois pressés croisent aussi les inévitables pirates perdus dans la lagune vénitienne... Preuve que le cahier des charges est intégralement rempli, aux émotions fortes succède le reconfortant banquet de sangliers rôtis.

Ni le style ni la qualité du trait n'ont été altérés par le passage de témoin. Didier Conrad demeure d'une fidélité religieuse à ce qui fait l'identité visuelle d'Astérix depuis ses origines. Il possède de surcroît le même talent que son illustre prédécesseur pour croquer quelques personnalités que le lecteur attentif repèrera sans peine, ici Luciano Pavarotti, Alain Prost ou encore Silvio Berlusconi. Sans surprise, c'est avec la force de la ruse et un peu du philtre de Panoramix qu'Astérix, Obélix et Idéfix défendent leurs chances sur les voies romaines malgré une concurrence coriace. Moins original sans doute que *Le Papyrus de César* et son scénario rempli de dérision sur le monde de la communication qui est aujourd'hui le nôtre, *La Transitalique* est un album divertissant, chaleureux comme des retrouvailles en famille.

Pierre NAULENT

Jean-Yves Ferri et Didier Conrad (d'après Goscinny et Uderzo), *Astérix et la Transitalique*, Éd. Albert René, octobre 2017, 46 pages. Prix éditeur : 9,95 EUR.

Exposition

Paysages français

La Bibliothèque Nationale de France François Mitterrand expose jusqu'au 4 février 2018 quatre décennies de représentation photographique des paysages français.

Dans le cadre de sa mission, la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) a demandé à partir de 1984 à des photographes, parfois célèbres comme Depardon, Kudelka ou Doisneau, de représenter le paysage français avec l'objectif affirmé de « recréer une culture du paysage ». Ce projet « au croisement d'enjeux d'aménagement du territoire et de démarches personnelles d'artistes se voulait aussi « une nouvelle façon pour les pouvoirs publics d'articuler leurs discours avec la création ». Conçue autour d'une mise en valeur de cette mission, l'exposition exceptionnelle de la BNF ne s'y cantonne pas. Elle donne à voir quelques mille photographies de paysages en noir ou en couleur, réalisées dans le cadre de commandes publiques et conservées à la BNF. Le littoral de Bretagne, le château de Blois, des ouvrages d'art, sont quelques exemples de paysages compris comme « oeuvres graphiques ou picturales prenant pour sujet la représentation, la description de sites naturels », selon la définition du dictionnaire de l'Académie française. Mais des espaces commerciaux, des jardins ouvriers ou même une cour de ferme témoignent aussi des mutations de notre territoire, avec des paysages figés mais aussi en train de se faire ou de se défaire.

Ces paysages peuvent être vides, par exemple dans la série « photographique et sociologique » intitulée « Etats des lieux, lieux de l'Etat », ou habités par des employés pressés à La Défense. Ils peuvent même paraître inexistantes dans « Corps oubliés », portraits d'hôtesse de caisse et de serveuses. Ils ne laissent jamais indifférent le visiteur qui se rappellera la belle formule de Stendhal : « Les paysages étaient comme un archet qui jouait sur mon âme ».

Les photographies exposées sont aussi le reflet des évolutions de la photographie. Le genre paysager, explique l'historien de la photographie Michel Poivert dans la publication *Chroniques de la BNF*, a « concurrencé voire éclipsé le documentaire social à la française des années 1970 et 1980 ». De ce point de vue, elles révèlent la mutation politique et culturelle profonde née dans les années quatre-vingt.

Laurent LAGADEC

Informations pratiques et exposition virtuelle sur le site : <http://bnf.fr>

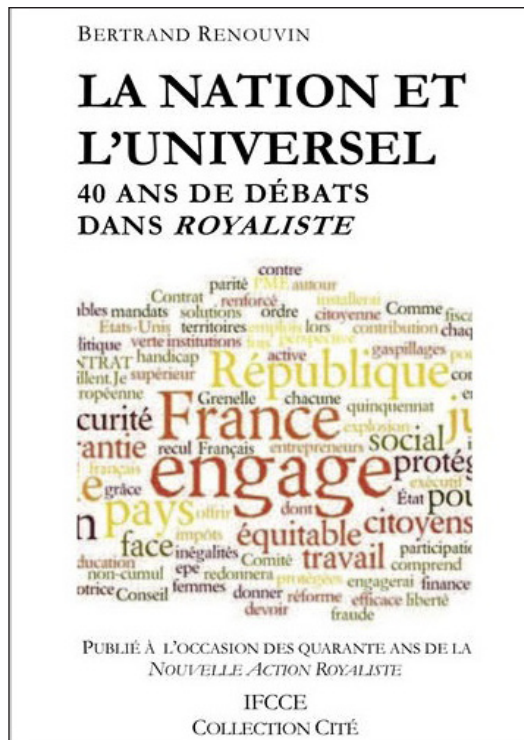
Russie, le 9 novembre : Réclamant, sur ce qui constitue selon elle un « malheur commun », un devoir de mémoire basé sur le respect des faits historiques, la Grande-duchesse Maria Vladimirovna a déclaré que « la Maison impériale avait sa part de responsabilité dans les événements de 1917 ».

Côte d'Ivoire, le 14 novembre : Depuis le décès du roi Nanan Ahoré Aka François en 2012, le nouveau roi d'Aboure Nanan Ayémou Denis n'a toujours pas réussi à s'imposer, privant des Ivoiriens de leur souverain. Des tensions se sont accrues depuis qu'un nouveau prétendant, soutenu par une partie de la population, a lui aussi revendiqué le trône. La préfecture de Grand-Bassam a immédiatement annulé le couronnement « en raison des menaces de troubles à l'ordre public ».

Roumanie, le 14 novembre : Le président du Sénat roumain Calin Popescu-Tariceanu et celui de la Chambre des députés, Liviu Dragnea, ont annoncé qu'un projet de loi sur un statut de la Maison royale de Roumanie allait être adopté en urgence. Celui-ci accorde les mêmes privilèges d'un Président de la république au chef de la Maison royale, la jouissance du Palais Elizabeth pour 50 ans et un budget alloué par l'Etat. Un projet de loi qui divise les monarchistes alors que l'état de santé du roi Michel s'est considérablement aggravé.

Brésil, le 15 novembre : A l'appel des différents princes de la Maison impériale du Brésil, les monarchistes ont manifesté pour réclamer le retour de la monarchie. Le journaliste et député Paulo Eduardo Martins a lui-même dénoncé dans une tribune les maux engendrés depuis la proclamation de la république.

Frédéric de NATAL



Publié à l'occasion de nos quarante ans l'ouvrage *La nation et l'universel* est disponible sur notre site internet :

www.nouvelle-action-royaliste.fr

Ou en nous le commandant directement à notre adresse postale, au prix unitaire de 20 € (frais de port compris)

Accueil parisien

Nous recevons désormais nos lecteurs et adhérents dans nos locaux au 38 rue Sibuet (75012)

le mercredi à partir de 18h30

ou sur rendez-vous

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 18 h 30). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 29 novembre: Stéphanie Gibaud : Les lanceurs d'alerte.

Mercredi 6 décembre : Gaël Brustier : Le désordre idéologique.

Mercredi 13 décembre Jacques Sapir : Sur la Révolution russe

Mercredi 20 décembre : Repas amical

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 01 42 97 42 57**

**Directeur de la publication
Yvan Aumont**

**Directeur politique
Bertrand Renouvin**

**Directeur politique adjoint
Christophe Barret**

**Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772**

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Détruire l'euro

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de « modèle allemand ». La crise politique qui frappe la République fédérale n'ébranle pas seulement la Chancellerie. Quels que soient les replâtrages politiques auxquels nous assisterons, il faut bien voir que c'est l'ensemble du système allemand qui est touché. Ce système se caractérise par sa brutalité : destruction de l'économie est-allemande après la réunion des deux Allemagne ; « réformes » organisant de manière parfaitement délibérée l'appauvrissement d'une partie de la population allemande, exploitation néocoloniale des marches polonaise, tchèque, slovaque ; destruction de l'économie et de la société grecques sur le mode de la punition et du pillage ; importation massive de migrants pour casser encore plus le marché du travail.

Cela se retourne contre Angela Merkel, Wolfgang Schäuble et Martin Schulz sous forme de résultats électoraux décevants ou désastreux pour la CDU et le SPD, et tous s'inquiètent de la percée de l'Alternative für Deutschland dont ils sont directement responsables. Alors ? On ne va pas pleurer. Un gouvernement français délivré des fictions européistes et des niaiseries germanophiles profiterait de l'affaiblissement du gouvernement allemand pour lui signifier que la prétendue « monnaie unique » est un échec et pour annoncer à Berlin, Francfort et Bruxelles que le moment est venu d'en tirer les conséquences.

Emmanuel Macron et son équipe souhaitent au contraire que la Chancellerie sorte le plus vite possible du pétrin pour la convaincre d'une réforme de la zone euro dont elle ne veut pas et qui n'a d'ailleurs aucun sens. Quels que soient les réaménagements de l'usine à gaz ouest-européenne, aucun projet économique et social de sortie de crise ne peut être mis en œuvre tant que l'euro-mark continue d'exister. L'explosion de la zone euro sera une délivrance pour la France, pour l'Italie, pour la Grèce, l'Espagne, le Portugal... qui pourront alors mettre en œuvre des politiques concertées de développement, hors des logiques meurtrières de l'équilibre budgétaire, de l'endettement public, du libre-échange et de la libre circulation des capitaux. Faire sauter la zone euro, c'est en effet déclencher une réaction en chaîne qui détruira les gouvernances oligarchiques et

les principaux points d'application de l'ultralibéralisme.

Techniquement, il n'est pas difficile de recréer une monnaie nationale : nous avons eu de nombreux exemples de création ou de recréation de monnaies après l'effondrement de l'Union soviétique.

Le problème, c'est le passage à l'acte, c'est la décision d'un pouvoir politique affirmant sa souveraineté. Cela implique la conquête du pouvoir par le « parti des politiques » - par le parti patriote porté par un mouvement populaire. Ce n'est pas impossible : en Grèce, en Espagne, des partis créés par des groupes ultra-minoritaires ont conquis le pouvoir ou s'en sont approchés. Mais les populismes de gauche ont été incapables de comprendre que la souveraineté populaire ne pouvait prendre son sens et sa force que dans l'affirmation de la souveraineté nationale concrètement manifestée par la monnaie mise en circulation.



La France insoumise reste enfermée dans la même impasse. Elle dénonce les règles austéritaires sans comprendre que l'Union européenne est ultralibérale dans ses mécanismes fondamentaux qui sont tout aussi fondamentalement antidémocratiques et antisociaux. Elle annonce des négociations (plan A) sans comprendre que les organes sous domination allemande - l'Eurogroupe, la Commission et la Banque centrale européenne - font et feront toujours prévaloir la dogmatique de la règle contre les décisions du suffrage universel. Cette cécité la conduira, en cas de victoire électorale, à une défaite aussi totale que celle de Syriza.

En France comme ailleurs en Europe, la gauche radicale échoue faute de radicalité. Elle dispose pourtant de tous les livres et documents qui lui permettraient de mener dès à présent une campagne d'information sur les bienfaits immédiats qui résulteraient de l'explosion de la zone euro pour les classes moyennes et populaires, pour les entreprises françaises, pour l'économie nationale. Sur le champ déserté par des partis en ruine ou en crise profonde, la création d'un rassemblement patriotique et populaire est possible et serait salutaire. Le drame est que les dirigeants de la France insoumise s'y refusent.

Bertrand RENOUVIN